

Nouvelles ambassades au Moyen-Orient

Un certain nombre de ces pays ont exprimé le souhait de resserrer leurs relations avec le Canada en vue des avantages mutuels qui en découleraient. Nous avons donc entrepris un programme d'expansion de notre représentation au Moyen-Orient afin de répondre à ce souhait. Le 21 décembre, nous annonçons l'ouverture d'une ambassade du Canada à Djeddah, capitale diplomatique de l'Arabie Saoudite. A cette époque, j'ai fait savoir que le Gouvernement étudierait prochainement l'ouverture d'autres missions au Proche-Orient, à Bagdad par exemple, et ailleurs.

Mise à part l'ouverture d'ambassades, l'étape préalable de l'établissement de relations diplomatiques officielles était annoncée le 2 février dans le cas de Bahreïn, de Qatar, du Sultanat d'Oman et des Émirats arabes unis. L'ambassadeur du Canada résidant à Téhéran sera le représentant du Canada accrédité auprès de ces États. Nous avons aussi accepté d'établir des relations diplomatiques avec les deux Yémens, soit la République arabe et la République populaire démocratique, avec lesquels nous avons déjà établi des relations commerciales. Ainsi se trouvent établies des relations officielles avec tous les pays du Proche-Orient.

Au niveau intergouvernemental, nous souhaiterions encourager les discussions visant à :

- assurer l'approvisionnement mondial en pétrole;
- décourager l'utilisation du pétrole et d'autres produits à des fins politiques; et
- réaliser une certaine stabilisation des prix du pétrole à des niveaux qui soient raisonnables tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

Le prix du pétrole est effectivement resté bas durant bien des années et il était devenu nécessaire qu'un certain mouvement à la hausse reflète le coût accru de la production des nouvelles sources d'énergie traditionnelles et autres.

Mesures urgentes

Nous nous employons particulièrement à assurer que des mesures soient prises pour éviter l'effondrement économique de tous les pays en voie de développement qui doivent compter beaucoup sur les importations de pétrole. Un accroissement global de l'aide au développement, au niveau bilatéral et

par l'intermédiaire des institutions multilatérales, s'impose d'urgence de la part de tous les grands donateurs traditionnels et de tous ceux qui ont bénéficié d'une augmentation des revenus du pétrole. Cet accroissement doit aller de pair avec une réévaluation de la répartition géographique et de la composition des programmes d'aide, sur les plans tant bilatéral que multilatéral, à la lumière des effets différents que la majoration des prix du pétrole a eus sur les divers pays en voie de développement.

L'incertitude actuelle quant au niveau éventuel des prix du pétrole dans le monde rend évidemment très difficile de prévoir les effets de la situation même sur une période d'un an. Nous nous trouvons tout de même devant certains faits inéluctables. Presque les trois quarts des pays en voie de développement ne produisent pas l'énergie qui leur est nécessaire. Selon une évaluation des besoins en pétrole faite avant octobre 1973, ces pays pourraient s'attendre à payer pour leurs importations de pétrole en 1974 le triple du montant qu'ils ont versé pour ces importations en 1973. C'est dire que, sur le plan du change étranger, il leur faudrait sans doute réduire sérieusement leurs autres importations essentielles, à moins d'épuiser des réserves déjà faibles de devises étrangères.

Le montant de l'aide octroyée aux pays en voie de développement était approximativement le double du montant des dépenses à faire pour les importations de pétrole de ces pays en 1972. Par contre, en 1974, le montant des importations de pétrole pour tous les pays les moins avancés pourrait atteindre le double du niveau d'aide de 1972. Calculées en dollars, les importations de pétrole de ces pays étaient en 1972 de 3.7 milliards de dollars. En 1974, il faudra payer au moins 15 milliards de dollars. Dans certains cas particuliers, comme celui de l'Inde, l'accroissement du prix du pétrole va neutraliser complètement le flot d'aide au développement provenant de partout. Il est certes trompeur de considérer globalement les effets de la hausse des prix du pétrole sur les quelque soixante-dix pays importateurs les moins avancés. Ces effets varieront selon la nature des économies nationales et selon la fluctuation des prix tant à l'importation qu'à l'exportation. Certains pays dont l'exportation connaît des progrès rapides

pourraient mieux supporter les frais accrus. Mais les pays très peuplés et dont le commerce d'exportation se développe lentement seront plus sérieusement touchés quoique leur secteur industriel en voie d'expansion alimente le marché intérieur. Ce sera probablement le secteur agricole des pays en voie de développement qui subira indirectement les effets les plus graves de la crise du pétrole. Les engrais et les pesticides, si nécessaires au succès de la "révolution verte", sont des produits à grande utilisation d'énergie et il y a déjà une pénurie d'engrais croissante.

Depuis quelque temps la production d'engrais ne suffit pas à répondre à la demande et la capacité de production n'a pas été accrue à un rythme satisfaisant. Cette insuffisance, qui s'ajoute à la demande croissante de produits et de denrées alimentaires, signifie que les céréales alimentaires continueront presque certainement de manquer, et que les pays en voie de développement devront payer considérablement plus cher un certain nombre de leurs importations de produits de base indispensables. Citons quelques exemples à l'appui: le prix du blé a grandement augmenté au cours des deux dernières années, passant de \$86 la tonne métrique en 1972 à \$210 aujourd'hui, soit une augmentation de 146%. La graine de colza est passée de \$130 à \$300 la tonne. Les prix d'autres denrées et produits et ceux de services comme les transports sont également montés en flèche. Parmi les engrais, le prix de la potasse a augmenté de 71% en un an. Les prix du plomb et du zinc ont presque doublé au cours des 12 derniers mois et l'acier marchand s'est élevé à \$800 la tonne en regard de \$500 il y a un an.

Pour qu'apparaisse toute l'importance de ces hausses de prix, il faut tenir compte des quantités qui devront probablement être expédiées. Il y a quelques années, par exemple, nous avons expédié en Inde environ 600,000 tonnes de blé coûtant 40 millions de dollars. Un envoi analogue coûterait aujourd'hui 128 millions de dollars. Dans notre programme global d'aide alimentaire, le coût du ravitaillement pour la quantité d'aliments (environ 750,000 tonnes) fournie il y a deux ans a augmenté de 123% en passant de 81 millions de dollars pour 1972-1973 à \$181 millions pour 1974-1975, et cela sans égard aux